****

 **RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :** Guinée

**TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL : SEMESTRIEL**

**ANNEE DE RAPPORT : NOVEMBRE 2021 – MAI 2022**

|  |
| --- |
| **Titre du projet :** Prévention des conflits intercommunautaires en Guinée forestière par une économie mutualisée et l’amélioration de la gouvernance foncière**Numéro Projet / MPTF Gateway: 00124727/PBF-GIN-A13** |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire :**       | **Type et nom d’agence récipiendaire :** Programme Alimentaire Mondial **(PAM) (Agence lead)** Organisation des Nations Unies pour l’Agriculture et l’Alimentation **(FAO)** Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme **(HCDH)**  |
| **Date du premier transfert de fonds :** 11 novembre 2020**Date de fin de projet :** 9 novembre 2022 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ? Non** |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**    Total : Veuillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire * Veuillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.
* Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s’il s’agit de différents bureaux pays, Vous aurez l’occasion de partager un budget détaillé dans la prochaine section.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Récipiendaire** | **Budget Alloué ($)** | **Transferts à ce jour ($)** | **Dépenses à ce jour ($)** |
| PAM | $ 1,020,329.56 | 714 230.692 | **664 241, 98** |
| FAO  | $ 614,980.36 | 430 486.252 | **276,004** |
| HCDH  | $ 460,100.00 | 322 070 | **314,008** |
| **TOTAL** | **$ 2,095,409.92** | **1 466 786.944** | **664 804, 992** |

Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 31%\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\**Les modèles de budget sont disponibles* [*ici*](https://www.un.org/peacebuilding/content/application-guidelines)**Budgétisation sensible au genre:**Indiquez quel pourcentage (%) du budget contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) ? 12%Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet contribuant à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : $ 1,291,207.06Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant contribuant à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : $ 774 724, 236 |
| **Marquer de genre du projet: GM2****Marquer de risque du projet: Faible****Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »): 3.2 Accès équitable aux services** |
| **Préparation du rapport :**Rapport préparé par: Alexandre SAGNORapport approuvé par: Tamba Mathias MILLIMOUNOLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : Oui |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV. CETTE SECTION EST OPTIONELLE*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

Le projet a permis le renforcement des capacités (de 36 agents de vulgarisation et d’ONG partenaires dont 8 femmes) sur le concept de champs écoles dans le maraichage, la distribution de 184,8 kg d’intrants maraichers (gombo, aubergine, etc.) et 1620 unités d’outillages (arrosoirs, binettes, brouettes, etc.), à 9 groupements maraichers. 9 ha de périmètres maraichers ont été aménagés, clôturés et mis en valeur. 4 magasins de 21.250 TM de stockage de produits agricoles ont été construits et remis aux communautés de Kokota, Lemethedou, Bheta et Gouecke. 1.354 kg de produits maraichers (aubergine, piment et épinards) récoltés ont servi à approvisionner les cantines scolaires, à l’autoconsommation et 8 451 000 FG de recette obtenues et le désenclavement de 40 km de piste rurale. 264 participants dont 180 femmes ont bénéficié du cash et sont sensibilisés sur le droit foncier, la sécurisation foncière et l’impact des conflits intercommunautaires.

Des instruments du cadre juridique et institutionnel vulgarisés auprès de 78 autorités civilo-militaires et de la société civile dont 4 femmes. 09 titres de propriété foncière ont été établis pour les exploitants maraichers. Par ailleurs il faut noter que le projet a connu quelques difficultés : la retraite de certains cadres étatique, y compris les points focaux et d’autres mutés dans des localités hors zones du projet et le remplacement des points focaux par des nouveaux perturbant ainsi la tenue à temps des réunions techniques et le 2eme comité de pilotage ; le retard du paiement du cash a suscité la démotivation de certains bénéficiaires qui par la suite ont reçu leur dû bien après les travaux; L’inadaptation de certaines variétés de semences maraichères et l’attaque des plants par les chenilles ont affecté par endroit la production du gombo et l’aubergine.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

N/A

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1: La cohabitation pacifique entre communautés est améliorée grâce au dialogue et aux relations économiques mutualisées et à une amélioration des mécanismes de gouvernance foncière.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Travaillant ensemble pendant les activités d’aménagement et de mise en valeur des périmètres maraichers et pendant la phase de récolte du riz les communautés ont apprécié le vivre ensemble dans l’harmonie améliorant leur bien-être, ce qui a créé la cohésion et renforcé les liens de collaboration et d’entraide mutuels ce qui favorise l’entente et la paix entre communautés et autorités locales.

La réalisation des magasins dans ces localités a permis aux communautés de stocker désormais ensemble leur production pour une gestion collégiale acceptée de tous, A Gouecké, le projet a permis de rapprocher différentes ethnies (Kpellé, Mano et Konianké) autour d’un Groupement paysans pour des activités de création d’actifs et de champs écoles de producteurs (CEP).

Il en est de même à Bowé composé en Bowé 1 et 2 et dont les communautés avaient du mal à vivre ensemble et cela constituait un réel défi pour les autorités. Grace aux espaces de dialogues intercommunautaires créés, la cohabitation entre les 2 communautés s’est nettement améliorée. En effet, le périmètre champêtre est situé à Bowé 2 et les bénéficiaires sont des 2 Bowé, le Président du groupement est de Bowé 1 et le vice-président de Bowé 2 ainsi, les réunions pour l’organisation du travail ont permis de nouer de bons partenariats entre les membres et renforcer le vivre ensemble.

Dans les espaces de dialogues intercommunautaires, les 9 groupements maraichers constitués de plusieurs groupes ethniques se côtoient régulièrement sur les sites maraichers sécurisés par les documents de cession.

 Dans la CU de Beyla, une femme peulh du groupement rizicole a loué les mérites du projet reconnaissant que grâce à celui-ci, elle s’est bien intégrée dans la communauté autochtone Konia et à nouer des rapports socioéconomiques solides l’ayant permis de vite retrouver sa santé physique.

Ces9 groupements maraichers ont bénéficié des intrants agricoles, des petits outillages et un accompagnement technique à travers l’approche champs école. Cet appui a permis à ces groupements comparativement aux années précédentes d’augmenter la productivité et les espaces mis en valeur qui étaient de moins de 0,5ha avec de très faibles rendements. L’augmentation de la production locale du riz (2t/Ha) et des produits maraichers a permis d’améliorer la sécurité alimentaire, de créer une ambiance de collaboration fraternelle inter communautés autrefois opposées. Les revenus des récoltes ont permis d’initier de petits groupes de tontines à caractère inclusif avec des rencontres réguliers de partages et de frottements amicaux, de subvenir à certains de leurs besoins vitaux, de faire face à la scolarité des enfants et les frais de soins de santé des membres de leurs ménages.

La présidente du groupement maraicher Benkady de Bromadou dans Beyla, indique : *« … le projet a contribué à nous unifier en travaillant et partageant les repas communautaires en commun et à travers des journées portes ouvertes…, le fait de travailler ensemble, chanter et danser pour s’encourager pendant les travaux à renforcer le vivre ensemble et rétabli la confiance entre nous... »*. Les équipements, l’argent et les formations reçus leur ont permis de mieux s’organiser que d’habitude et d’avoir une économie commune qui renforce le social et la collaboration.

Aussi, quelques instruments juridiques ont été vulgarisés auprès de 78 autorités militaires et de la société civile dont 4 femmes qui leur ont permis d’appréhender leurs obligations pour une bonne application des textes de lois dans leurs localités.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Le projet dans sa deuxième phase, a initié les activités de maraichage qui sont réalisées en majorité par les femmes, soit 180 femmes sur un total de 264 participants. Aussi, à partir des récoltes, les activités d’étuvage du riz et de commercialisation des produits agricoles sont réalisées par les femmes. Le projet, dans la promotion et la facilité des femmes à l’accès à la terre a fait un accompagnement à 25 femmes des localités du projet engagées dans des procédures foncières au niveau administratif et/ou judicaire. Dans tous les comités de gestion des magasins de stockage des produits agricoles et de la chaine de valeur du riz et du maraichage, les femmes occupent près de 50% des postes. Les autorités locales de la zone du projet se réjouissent du projet et de ses retombées positives de celui-ci. Parmi les retombées positives du projet, les chefs de village ont notamment cité le renforcement de la paix et de la cohésion sociale, l’amélioration des conditions de vie des bénéficiaires et la reconnaissance du droit de la femme à avoir accès à la terre et à l'héritage.

**Résultat 2: N/A**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**N/A**

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**N/A**

**Résultat 3: N/A**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**N/A**

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**N/A**

**Résultat 4: N/A**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**N/A**

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**N/A**

**ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS :**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ Milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**La cohabitation pacifique entre communautés en Guinée forestière est favorisée grâce au partage de valeurs et relations économiques mutualisées et à une amélioration des mécanismes de la gouvernance foncière (ODD 16 & 2) | **Indicateur 1a**Niveau de perception de membres (h/f) des communautés différentes ciblées sur la cohésion sociale entre leurs communautés | **60,53%**  | **Très bon** |  | **96,76%** | Une meilleure perception des personnes adultes sur l’égalité des droits entre hommes et femmes de manière générale concernant l’accès à la terre en particulier. Une bonne compréhension des communautés sur l’intérêt de mutualiser les efforts pour des fins économiques et sociales.  |
| **Indicateur 1b**Taux de réduction des affrontements violents entre les communautés sur des questions foncières  | **0%** | **50%** |  | **58%** |  |
| **Indicateur 1c**Nombre de différends fonciers portés devant les mécanismes pacifiques de résolution des conflits fonciers  | **88** | **50** |  | **ND** | Les mécanismes ne sont pas encore mis en place pour collecter cet indicateur |
| **Produit 1.1**Les espaces de dialogue intercommunautaires sont créés et consolidés | **Indicateur 1.1.1**Nombre de plateformes multi-acteurs et de planifications communautaires participatives incluant deux ou plus de groupes ethniques différents renforcés/mis en place.  | **81** | **48** | **24** | **9%** | Retard de la mise en place des plateformes multi acteurs par la FAO est consécutif à la non-validation de la revue du cadre juridique et institutionnel et au recrutement du consultant international  |
| **Indicateur 1.1.2**Perception des communautés sur le rôle des plateformes de dialogue dans la prévention et la résolution des conflits | **Moyennement bon** | **Très bon** |  | **0%** | Retard de la mise en place des plateformes multi acteurs par FAO est consécutif à la non-validation de la revue du cadre juridique et institutionnel et au non-recrutement du consultant international  |
|  | **Indicateur 1.1.3**Nombre de conflits fonciers résolus grâce au renforcement du cadre de concertation local multi-acteurs de dialogue existant | **0** | **50** | **0** | **ND** | Les cadres de concertation multi acteurs ne sont pas encore mis en place pour collecter cet indicateur |
|  | **Indicateur 1.1.4**Nombre d’actifs productifs (par exemple, la route) utilisés par plus de deux communautés dans les zones d’interventions | **51** | **51** | **51** | **100%**  | Tous les actifs (aménagement rizicole et maraichers, construction de magasins, réhabilitation des pistes rurales et le reboisement des espaces dégradés) prévus dans le projet sont réalisés  |
| **Produit 1.2**Les moyens de subsistance des membres de plusieurs communautés qui travaillent et collaborent au sein d’organisations paysannes sontaméliorés et diversifiés de manière durable | **Indicateur 1.2.1**Pourcentage de petits exploitants agricoles qui déclarent avoir amélioré leurs moyens de subsistances grâce à leur travail au sein des organisations paysannes multi-ethnique | **0%** | **20%** |  | **93,16%** | A travers les résultats de l’évaluation à mi-parcours, beaucoup de membres des groupements ont déclarés leur satisfaction dans l’appui reçu. |
| **Indicateur 1.2.2**Nombre de personnes membres des OP formés ayant collaboré durablement durant les champs écoles des producteurs  | **1050** | **1050** | **Hommes=333****Femmes=608** | **92.85 % (975) personnes)** | Ce chiffre concerne les Organisations Paysannes Agricole (OPA) rizicoles et maraichères |
| **Produit 1.3**Les acteurs communautaires, administratifs et les femmes connaissent et utilisent le cadre juridique et institutionnel relatif à la gouvernance foncière pour un accès sécurisé aux ressources foncières  | **Indicateur 1.3.1**Pourcentage d’acteurs communautaires et administratifs qui estiment avoir une meilleure connaissance des textes juridiques et réglementaires relatifs à la gouvernance foncière  | **50%** | **80%** | **Hommes=74 et femmes =4** | **91,13%** | Les fiches d’évaluation à la fin des ateliers attestent une nette amélioration des connaissances des participants des textes juridiques et réglementaires relatifs à la gouvernance foncière. Aussi, un livret récapitulant l’essentiel du contenu de ces lois sera disséminé auprès de ces acteurs au cours des mois à venir  |
| **Indicateur 1.3.2**Pourcentage de femmes qui considèrent être traitées de façon équitable dans l’accès aux ressources foncières par les membres des différentes communautés suite aux interventions du projet  | **0%** | **50%** |  | **57,86%** |  L’impact des campagnes de sensibilisation dans les communautés, est plutôt positif comme le démontrent les résultats ci-contre de l’étude. L’ONG en charge d’accompagner 100 femmes engagées dans des procédures foncières administratives et judiciaire, renforcera cette action dans les prochains mois, à travers l’immersion de ses para-juristes dans les différentes communautés d’intervention du projet  |
| **Indicateur 1.3.3**Nombre d’initiatives prises par les Départements ministériels dans le sens de la réforme du cadre juridique et institutionnel relatifs à la gouvernance foncière | **0** | **1** |  | 0% | Le recrutement du consultant juriste pour effectuer une analyse critique du cadre juridique et institutionnel guinéen de la gouvernance foncière, a accusé un retard important. Cette activité sera réalisée dans les prochains mois |
| **Produit 1.4**Les différents acteurs et membres des communautés de différentes ethnies, en particulier les femmes et les jeunes, connaissent leurs droits d’accès aux ressources foncières naturelles et ont accès aux mécanismes administratifs et judiciaires de résolution pacifique des conflits fonciers | **Indicateur 1.4.1**Pourcentage des acteurs et membres des communautés ciblées (h/f) qui ont une meilleure connaissance et conscience des mécanismes administratifs et judiciaires de résolution pacifique des conflits fonciers  | **0%** | **50%** |  | **83,9%** | L’impact des campagnes de sensibilisation dans les communautés, est plutôt positif comme le démontrent les résultats ci-contre de l’étude. L’ONG en charge d’accompagner 100 femmes engagées dans des procédures foncières administratives et judiciaire, renforcera cette action dans les prochains mois, à travers l’immersion de ses para-juristes dans les différentes communautés d’intervention du projet |
| **Indicateur 1.4.2**Nombre de femmes qui s’engagent dans des démarches administratives et judiciaires pour défendre leurs droits d’accès aux ressources foncières | **100%** | **100%** | **0%** | **26%** | Le recrutement de l’ONG en charge d’accompagner 100 femmes engagées dans des procédures foncières administratives et judiciaire, a connu un retard important.L’ONG « Les Mêmes Droits pour Tous » (MDT), recrutée pour apporter cet accompagnement, se consacrera à cette étape clé dans les 6 prochains mois |
| **Indicateur 1.4.3**Pourcentage des femmes de la région ayant leur accès à la terre amélioré grâce à l’application des textes juridiques vulgarisés sur la gouvernance foncière | **0** | **50%** | **0** | **59,07 %** | L’impact des campagnes de sensibilisation dans les communautés, est plutôt positif comme le démontrent les résultats ci-contre de l’étude. Les activités de l’ONG « Les Mêmes Droits pour Tous » (MDT) renforceront ce résultat |

**Partie III: Questions transversales**

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

Pour les 6 prochains mois :

* 2ème réunion du comité de pilotage + 1 atelier de partage pour les nouveaux points focaux des ministères ;
* Recruter une ONG + un consultant juriste pour accompagner 100 femmes en difficultés d’accès au foncier ;
* Présenter et valider le rapport de la revue à mi-parcours du projet et organiser 4 foras ;
* Accompagner 75 femmes dans le foncier par une ONG de parajuristes ;
* Organiser 4 tables rondes communautaires sur les mécanismes juridique et institutionnel du foncier ;
* Mise en place/redynamiser les plateformes multi acteurs et suivre leur fonctionnement;
* Organiser l’atelier de validation du rapport de la revue du cadre juridique et institutionnel et le vulgariser ;
* Organiser des séances de démonstration culinaire et de sensibilisation sur les bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles ;
* Acheter et distribuer des équipements aux Organisations Paysannes Agricoles (OPA) ;
* Recruter 1 ONG parajuriste + le consultant international pour l’amélioration de la gouvernance foncière + revue du cadre juridique et institutionnel sur le foncier ;
* Réaliser l’enquête finale de perception des bénéficiaires ;
* Faire l’évaluation finale du projet.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):

A présent, les effets du projet sont manifestes à plusieurs niveaux à travers le raffermissement du tissu social, le renforcement des liens socioéconomiques entre les membres des groupements qui viennent quelquefois d’origine différente, le rétablissement de la confiance mutuelle et la transparence dans la gestion des ressources issues de l’exploitation des actifs de productions. Sur le plan foncier, le projet a permis grâce à la sensibilisation de faire connaitre aux femmes de connaitre leur droit d’accès à la terre et a incité certaines familles à rétablir des femmes dans leur droit d’accès à la terre par la succession, ce qui a contribué à réunifier les membres des familles et réduit les tensions entrainant souvent des morts d’hommes et destruction de biens comme illustré ci-dessous.

 **A Nzerekore, CU Gouecke la présidente du groupement rizicole atteste«**depuis le dernier conflit interethnique, je n’avais jamais partagé un repas en commun avec un Koniake mais grâce au projet, j’ai pu le faire dans la joie et l’allégresse » ;

**A Kokota, préfecture de Lola, le chef des travaux du groupement rizicole affirme que** : *« … avant le projet, ma sœur n’avait pas eu droit à la terre mais grâce aux sensibilisations par le projet, je lui ai attribué avec titre de propriété une portion contigu au site qui a été aménagé… »* ;

Vous pouvez également joindre un maximum de 3 ﬁchiers dans diﬀérents formats (ﬁchiers image, powerpoint, pdf, vidéo, etc.) et 3 liens à des ressources web pour illustrer l'impact humain du projet [OPTIONAL]

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)L’enquête base line et la revue à mi-parcours ont été réalisées pour donner des indicateurs sur l’atteinte des objectifs de départ. 26 missions de suivi rapprochés ont été effectuées par les points focaux préfectoraux, 16 missions suivi conjoint avec les services techniques impliqués dans le projet et le service de traitement et de protection des plants. Ces suivis ont permis de s’assurer de la qualité des réalisations, d’apprécier le niveau d’avancement des activités et proposer des solutions aux difficultés rencontrées dans le déroulé des activités : information des autorités ; conduite des planifications Communautaires participatives ; identification des Organisations paysannes ; ciblage des participants ; aménagement et mise en valeur des champs; ateliers de formation et de sensibilisation sur le droit foncier, et accès à la terre et aux ressources de production. Le suivi du processus des activités par les ONG a été fait et les rapports partagés. Des réunions de : concertations, planification, suivi des activités et des chronogrammes organisées avec les services techniques, ONG et les agences SNU.  | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ?  |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? L’évaluation à mi-parcours a été réalisée | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 30 000 USD     Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: Organisation d’une réunion de concertation avec l’ensemble des acteurs (Agence, Points focaux et PBF) pour recueillir les points de vue,Elaboration des Termes De Références (TDR).Lancement de l’appel d’offre de recrutement d’un consultant dans le dernier trimestre du projet. |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($):N/A N/A N/A N/A N/A N/A  |
| **Eﬀet catalytique (non ﬁnancier)** : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix ?[ ] Aucun eﬀet catalytique[ ] Peu d’eﬀet catalytique [x] Eﬀet catalytique important [ ] Eﬀet catalytique très important [ ] Je ne sais pas[ ] Trop tôt pour savoir | Veuillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non-financier)Veuillez limitez vos réponses à 3000 caractèresLa mise en relation intercommunautaire pour la création et l’exploitation des actifs à intérêt communautaire a permis de créer un espace de dialogue, de retrouvailles, de conseils, de sensibilisation en vue de promouvoir la cohabitation pacifique. Aussi, les petites caisses d’épargne et de crédit favorisent l’entraide mutuel et contribue à avoir un objectif commun qui est celui du bien-être sans conflit.  |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) |       |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19. CETTE SECTION EST OPTIONELLE*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.$
2. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.
3. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[ ]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[ ]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)